



Déclaration liminaire

CHSCT-D

Mardi 15 novembre 2022

*M. Le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT-D*

L'UNSA Éducation tient à faire part de ses alertes et de ses demandes au sujet de la gestion des conditions de travail et de la qualité de vie des agents.

Les métiers de l'Éducation nationale n'échappent à aucune crise, qu'elle soit sanitaire, sociale, économique, énergétique. Ils sont même souvent plus impactés que d'autres secteurs car le service public, au cœur de la vie et du quotidien de chaque français, ne peut s'interrompre au risque d'engendrer des crises toujours plus grandes et plus graves. La crise sanitaire que nous avons endurée durant deux longues années, et qui est encore largement présente via les stigmates qu'elle a laissés, a témoigné d'un parti pris par notre employeur : sa volonté d'un service public qui se doit de fonctionner quel qu'en soit le prix.

Si à l'UNSA Éducation, nous n'avons jamais économisé notre temps et notre énergie pour défendre le service public d'Éducation et être force de propositions pour le rendre plus adapté à la réussite de TOUS les élèves et respectueux de TOUS les personnels, nous sommes convaincus que le « à tout prix » ne doit jamais être la règle et qu'il est même un mauvais calcul. Non les conditions de travail des personnels ne sont pas sacrificiables, non la dégradation de leur santé au travail ne doit pas être ignorée !

Plus que jamais vigilante au regard de la gestion de crise sanitaire que nous avons vécue, l'UNSA Éducation alerte sur deux points : le traitement de la santé de ses personnels et la gestion de la crise énergétique.



Les personnels de l'Éducation nationale se rejoignent sur une problématique inédite : celle de l'attractivité de leurs métiers. Il n'est aujourd'hui aucunement exagéré de dire qu'aucun métier de l'éducation nationale n'est épargné par un mal-être au travail. La récente enquête menée par A&I-Unsa est éloquent car elle cible ce facteur important de la fuite du métier, elle le mesure pour en comprendre les mécanismes.

Certes le contexte de ces deux dernières années a participé à en arriver à ce constat et cette réaction collective de saturation. Mais si la crise sanitaire a accentué les problématiques de santé à l'Éducation nationale, elle ne les a pas fait naître. Elle a notamment mis en exergue le désert médical que représente notre institution.

L'absence de réponse institutionnelle à la désastreuse prise en compte de la dépression, l'absence de droits liés à l'épuisement professionnel ou encore le passage sous silence de démissions étouffées en sont de cruels témoins.

Diagnostiquer - identifier - prévenir doivent être les maîtres mots des chantiers que notre ministère doit ouvrir en matière de santé au travail.

Concernant la gestion de la crise énergétique, l'UNSA Éducation alerte l'employeur sur l'orientation politique qui se dessine : sacrifier les projets pédagogiques pour financer des surcoûts énergétiques, sacrifier des conditions d'apprentissage et d'exercice décentes au prétexte d'économie d'énergie. Nous exigeons :

1. Un appui financier pour qu'aucunes écoles et établissements n'aient pas à choisir entre qualité de service d'éducation et conditions matérielles d'accueil décentes ; dissocier les deux serait une erreur dommageable.
2. Un travail sur les mesures d'urgence à envisager pour permettre un bâti scolaire moins coûteux en énergie : les fiches éditées par le ministère via sa cellule Bâti scolaire ne présentent à ce jour aucun caractère réaliste et réalisable pour répondre à une telle urgence.

